

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe



REPLACEMENT DES 2 GROUPES ELECTROGENES ET DU SYSTEME DE GESTION DE LA PRODUCTION ELECTRIQUE ASSOCIEE SUR LE NAVIRE OCEANOGRAPHIQUE L'EUROPE

**ACCORD CADRE DE FOURNITURES PASSÉ
SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE**
 (Articles R. 2123-1 à R. 2123-7, et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la
commande publique)

Dossier :

GNVR-15-2024

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	Objet : Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe Marché public industriel
	Acheteur : GENAVIR 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest CS 20071 29280 Plouzané
	Le marché n'inclut pas de considérations environnementales.
	Le marché n'inclut pas de considérations sociales.
	Accord cadre passé en procédure adaptée CCAG applicable au marché public : CCAG Marchés publics industriels (CCAG MI) – 2021
	Genavir 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest 29280 Plouzané
	Le marché n'est pas alloti.
	Mise en services des équipements : Celle-ci est prévue au cours du premier trimestre 2026. Le contrat de garantie : Durée maximale 2 ans. Les pièces de rechange pourront être commandées durant 2 ans sur le bordereau des prix ou sur catalogue avec application de la remise
	La forme des prix est définie au sein du présent document
	Tranches : Le marché n'est pas divisé en tranches. Prestations similaires : Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure des marchés de prestations similaires en vertu de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1	OBJET DU MARCHE	5
1.2	ALLOTISSEMENT	5
1.3	DECOMPOSITION EN TRANCHES.....	5
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
3	SOUS-TRAITANCE	5
3.1	GENERALITES	5
3.2	MODALITES D'ACCEPTATION ET D'AGREMENT	5
3.3	REGIME FINANCIER.....	6
4	PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	7
4.1	REPARTITION DES PAIEMENTS	7
4.2	TYPE ET CONTENU DES PRIX	7
4.3	FORME DES PRIX	7
4.4	REGLEMENT DES PRESTATIONS	7
4.5	PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	8
4.6	PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	9
5	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES A CARATERE PERSONNEL	9
5.1	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	9
6	CONDITIONS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES	9
6.1	MODALITES DE COMMANDE	9
6.2	DELAI ET MODALITES DE LIVRAISON.....	10
6.3	DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	11
6.4	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	11
6.5	DOCUMENTATION TECHNIQUE	11
6.6	MAINTENANCE	11
6.7	PENALITES POUR RETARD.....	11
6.8	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	12
7	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
7.1	RETENUE DE GARANTIE	12
7.2	AVANCE.....	13
8	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS	13
8.1	PERIODE DE PREPARATION – ETUDES.....	13
8.2	APPROBATION DES PLANS ET DES DOCUMENTS.....	13
8.3	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	14
8.4	ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	14
9	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS - ASSURANCES	15
9.1	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	15
9.2	PRESCRIPTIONS GENERALES	15
9.3	ASSURANCES	15
10	ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES EQUIPEMENTS	15
10.1	ESSAIS ET CONTROLES	15
10.2	PERFORMANCES.....	15

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

11	GARANTIE	16
12	ASSURANCES	16
12.1	ASSURANCES	16
13	RESILIATION	16
14	DROIT ET LANGUE	16
15	DÉROGATIONS	17

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

1 OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne la fourniture complète d'une nouvelle installation de production électrique du navire Océanographie L'Europe. La prestation comprend l'assistance pour son intégration ainsi que sa mise en service.

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 Allotissement

Sans objet.

1.3 Décomposition en tranches

Sans objet.

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché ainsi que leur ordre de priorité figurent à l'acte d'engagement (AE).

3 SOUS-TRAITANCE

3.1 Généralités

Tous les éléments ou dispositions qui seront relatifs à la sous-traitance dans le présent marché se feront en application des articles R.2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Le contrat de sous-traitance permet au titulaire d'un marché de faire exécuter une partie de celui-ci par un tiers.

Si l'entreprise recourt à la sous-traitance, que ce soit dans le cadre de son offre initiale ou bien en cours d'exécution du marché, il est rappelé d'une part l'interdiction d'une sous-traitance totale, d'autre part que l'entreprise titulaire du marché demeure l'entreprise principale et donc à ce titre responsable de la totalité du marché.

3.2 Modalités d'acceptation et d'agrément

Les dispositions suivantes s'appliquent sans préjudice des dispositions prévues aux articles R. 2193-3 à R. 2193-9.

Le titulaire adresse l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4, disponible sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment signé par les deux parties.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R.2143-3 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Les prestations sous-traitées devront y être détaillées.

Seront jointes au DC4 :

- les annexes présentant les capacités techniques, financières, professionnelles du sous-traitant et l'annexe prouvant l'habilitation du signataire représentant l'entreprise sous-traitante à l'engager.
- une déclaration du candidat (formulaire DC2, disponible sous <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée.
- un extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription.
- un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger la communication du contrat de sous-traitance.

Le titulaire devra impérativement adresser l'acte spécial de sous-traitance 21 jours minimum avant tout début d'intervention du sous-traitant sur le chantier et à l'adresse suivante :

GENAVIR
 Direction Achats Finances
 1625 route de Sainte Anne – Centre Ifremer de Brest
 CS 20071
 29280 Plouzané

avec copie de la demande à l'adresse mail suivante :


achats@genavir.fr
stn@genavir.fr

Le délai d'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ne commence à courir qu'à réception d'un dossier complet.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le sous-traitant présenté par le titulaire du marché si les capacités techniques, économiques et financières du sous-traitant sont jugées insuffisantes.

3.3 Régime financier

Les dispositions des articles R. 2193-17 à R. 2193-22 du code de la commande publique sont applicables au présent marché.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

4 **PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

4.1 **Répartition des paiements**

En cas de groupement conjoint, le titulaire aura indiqué dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et ses cotraitants.

4.2 **Type et contenu des prix**

Une partie des prestations faisant l'objet du marché sera réglée par application du prix global forfaitaire indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement (cf prix de la DPGF dans le BPU).

Les fournitures des articles figurant au Bordereau des Prix Unitaires seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires et devis estimatif, aux quantités réellement exécutées.

Ces prix comprennent, outre les fournitures, les taxes diverses, prescriptions, garanties, sujétions et obligations du contrat et d'une façon générale tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché (ex : frais de transport).

Les prix du marché sont hors T.V.A.

4.3 **Forme des prix**

4.3.1 **Les prix du marché**

Ils sont fermes et définitifs.

4.3.2 **Mois d'établissement des prix du marché :**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro", soit :

M₀ = Mois de remise de l'offre (soit la dernière offre reçue)

4.3.3 **Application de la taxe à la valeur ajoutée :**

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

4.4 **Règlement des prestations**

4.4.1 **Règlement des prestations unitaires faisant l'objet du marché**

Elles seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

4.4.2 **Règlement des prestations forfaitaires faisant l'objet du marché**

Elles seront réglées par application du prix global forfaitaire indiqué à l'article 2 de l'acte d'engagement.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

4.4.3 Les factures

Elles sont établies en 2 exemplaires et libellées à l'ordre de la Direction Achats Finances de Genavir seront présentées après que les quantités réellement exécutées auront fait l'objet d'une admission.

En complément des éléments évoqués ci-dessus, les demandes de paiement comporteront chacune le numéro de la commande génératrice, la désignation des documents contenus dans le colis, la quantité livrée, le taux et le montant de la T.V.A.

En cas d'absence d'une de ces informations, la facture sera retournée au titulaire.

Le titulaire transmettra sa demande de paiement par courrier adressé à la SPL :

GENAVIR
 Direction Achats Finances
 1625 route de Sainte Anne – Centre Ifremer de Brest
 CS 20071
 29280 Plouzané

Et par mail à l'adresse mail suivante : compta@listes.genavir.fr

avec en copie à : stn@genavir.fr

4.4.4 Mode de règlement retenu

C'est le virement avec paiement à 60 jours date de facture à la réception du projet de décompte dans les conditions prévues à l'article 4.4.2. ci-dessus.

Le règlement des comptes se fera suivant l'échéancier ci-dessous :

	Acompte
Approbation des « Documents pour approbation » (§ 4.2.2 du CCTP)	30 %
Approbation du « Dossier technique final » (§ 4.2.3 du CCTP)	10 %
Approbation de la livraison des équipements	10 %
Recettage, mise en route	30 %
Approbation du « Dossier de recette »	10 %
Approbation finale par Bureau Veritas	10 %

En dehors du premier bon de commande, il n'est pas prévu d'acompte sur les autres bons de commande.

Les intérêts moratoires seront appliqués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

4.5 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

4.6 Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fera conformément aux articles R.2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

5 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES A CARATERE PERSONNEL

5.1 Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG MI, et dans l'hypothèse où, à l'occasion de l'exécution du marché, une des Parties aurait connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, elle sera tenue de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance d'une Partie. Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

6 CONDITIONS D'EXECUTION - PENALITES ET RETENUES

6.1 Modalités de commande

Les prestations sont commandées à compter de la réception du bon de commande.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

Les prestations sont commandées au fur et à mesure des besoins. Des bons de commande, signés par toute personne habilitée, sont établis à cet effet et transmis par mail ou tout moyen assurant une date certaine d'émission.

Contenu des bons de commande

Le contenu des bons de commande est le suivant :

- Référence de l'accord-cadre
- Date d'émission du bon de commande
- Désignation et quantité des travaux commandés, éventuellement référence du devis du fournisseur
- Montant de la commande
- Délai d'exécution

6.2 Délai et modalités de livraison

6.2.1 Délais de livraison

Les délais de livraison sont indiqués dans l'acte d'engagement. Ils démarrent à l'heure de passation de la commande.

6.2.2 Conditionnement et emballage des équipements

L'emballage des fournitures devra être réalisé dans des conditions telles que tout risque de détérioration au cours des transports, stockage et manipulations soit évité. Le titulaire devra prévoir un conditionnement spécifique pour les produits fragiles.

Dans un souci de limitation des impacts environnementaux de la prestation, le titulaire devra limiter le volume d'emballage des produits livrés et proposera dans la mesure du possible des emballages mono-matériaux, ou en carton recyclé.

6.2.3 Modalités de livraison

Les équipements :

Avant toute livraison, le fournisseur devra en informer le pilote du marché à l'adresse suivante : stn@genavir.fr ; la livraison ne pourra se faire qu'après accord sur la date et l'heure.

Les frais de livraison et de stationnement des véhicules de transport devront être inclus dans les prix unitaires.

Toutes les livraisons devront comporter un **bordereau de livraison** mentionnant les quantités livrées. Ces bordereaux de livraison seront datés et signés avec le nom et cachet du service concerné par la livraison ainsi que le nom de la personne réceptionnant les articles et toute observation.

Sauf stipulations contraires, les équipements seront livrés à l'adresse figurant sur le bon de commande (France, bassin méditerranéen). Les pièces de rechange seront livrées à la Seyne sur Mer.

Les documents seront remis en dématérialisé, par mail ou si leur poids ne le permet pas, via un partage en ligne, sécurisé de préférence.

6.2.4 Lieux de livraison connus à ce jour

GENAVIR
 Zone portuaire de Bregaillon
 Centre Ifremer
 83500 La Seyne s/Mer

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

6.3 Délai d'exécution des prestations

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

6.4 Prolongation du délai d'exécution

Les essais sont réalisés sous la responsabilité du Titulaire. Lors de ceux-ci, le Navire sera manœuvré par un équipage de GENAVIR afin de pouvoir réaliser lesdits essais. Le Titulaire reste responsable de tout dommage causé au Navire ou par le Navire, sauf si ce dommage résulte d'une faute du capitaine ou de l'équipage de GENAVIR.

Le Titulaire est responsable des résultats des essais qui donnent lieu à l'émission d'un procès-verbal.

Si les conditions météorologiques ne permettent pas au Titulaire de réaliser correctement les essais à la mer aux dates prévues initialement, les essais ou une partie de ces essais pourront être reportés à la première date où les conditions météorologiques permettent le ou les essais envisagés (s).

Sont considérées comme conditions météorologiques ne permettant pas de faire les essais, des conditions de mer supérieures au niveau 4 sur l'échelle de Douglas.

Dans un tel cas, le Titulaire aura droit à une prolongation du délai global défini à l'article 4 de l'acte d'engagement égale au maximum à la période d'ajournement des essais.

6.5 Documentation technique

Les documents à fournir sont indiqués dans le CCTP.

6.6 Maintenance

Les équipements du présent marché feront l'objet d'une maintenance dont la consistance et les modalités sont précisées au CCTP.

Le candidat fournira un plan de maintenance qui listera, de façon exhaustive, les pièces de maintenance courante (soit 5000h sur chaque groupe électrogène) nécessaires pour 2 années de fonctionnement. Ce plan de maintenance sera chiffré dans l'offre.

Des pièces complémentaires seront listées au BPU, celles-ci pourront être acheter au fur et à mesure des besoins. Le candidat devra établir une liste complète pour assurer la maintenance des équipements.

6.7 Pénalités

6.7.1 Pénalité de retard

6.7.1.1 Non-respect du délai global de réalisation indiqué à l'acte d'engagement

Par dérogation aux articles 15.1 et 15.2 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, les pénalités appliquées seront les suivantes :

	Pénalités
Approbation des « Documents pour approbation » (§ 4.2.2 du CCTP)	500 € / semaine de retard
Approbation du « Dossier technique final » (§ 4.2.3 du CCTP)	200 € / jour de retard
Approbation de la livraison des équipements	200 € / jour de retard
Recettage, mise en route	200 € / jour de retard
Retard dans l'Arrêt Technique du fait du titulaire	1 000 € / jour de retard
Approbation du « Dossier de recette » (§ 4.2.4)	50 € / jour de retard

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Les pénalités sont imputables également au titre des réserves dans le cas de réception prononcée avec réserves.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 H.T. pour l'ensemble du marché.

6.7.1.2 Le dépassement du délai de réparation des réserves dans le cadre d'un ajournement et pendant la garantie

Pendant la garantie, le dépassement du délai de réparation est sanctionné par des pénalités. Par dérogation à l'article 41, du CCAG Travaux 2021 les pénalités applicables sont les mêmes que les pénalités pour retard prévues à l'article 6.7.1 ci-avant concernant « Recettage, mise en route ». Les mêmes pénalités s'appliquent pour les ajournements dont le délai de levée fixé par GENAVIR serait dépassé.

6.7.2 Pénalité de performance

Les performances attendues sont indiquées au CCTP, ainsi que les mesures et essais prévus pour les mesurer.

En cas de performances insuffisantes lors des tests prévus, la pénalité appliquée sera la pénalité de « retard dans l'Arrêt Technique du fait du titulaire », les nouveaux essais étant à la charge du titulaire.

6.8 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021.

7 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

7.1 Retenue de garantie

Sous réserve d'un délai de garantie fixé à l'article 9 du présent C.C.A.P, en garantie de la bonne exécution des prestations, une retenue de garantie de 4 % sera effectuée sur chaque acompte. Elle sera ramenée à 2 % si la réception ou l'admission est prononcée sans réserve. Le solde interviendra à l'expiration du délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire, étant entendu que sa restitution se fera à l'expiration du délai de garantie. Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

7.2 Avance

L'Option B du C.C.A.G.-Travaux 2021 est retenue dans le calcul de l'avance.

Sous réserve d'accord exprès dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire du marché sauf si son montant est inférieur ou égal à 50 000 € HT.

Le montant de l'avance est fixé, sous réserve des dispositions prévues pour les sous-traitants, à 15% de douze fois le montant initial, toutes taxes comprises, du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Si le montant du marché est supérieur à 200 000 € H.T., le versement de l'avance est conditionné par la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, il commencera lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

8 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Période de préparation – Etudes

Voir le Cahier des Clauses Techniques

8.2 Approbation des plans et des documents

Les plans établis par le Titulaire seront, le cas échéant et si cela est requis par les autorités du pavillon et/ou le Bureau de classe, soumis à l'approbation des autorités du pavillon (notamment la Commission Régionale de Sécurité des Navires) et/ou du Bureau Veritas.

Aussi, les nécessaires approbations GENAVIR des plans et documents soumis par le Titulaire s'entendent sous réserve de l'approbation de ces mêmes plans et documents par les autorités du pavillon et/ou le Bureau Veritas lorsque leur approbation est requise.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

En plus des nouveaux plans nécessaires aux travaux, le Titulaire doit mettre à jour les plans existants lorsqu'ils sont impactés par les travaux. Les nouveaux plans et les plans mis à jour doivent être fournis par le Titulaire au format ".dwg" et « iges »

Tous les plans et documents (mis à jour ou nouvellement fournis) devront être transmis par le Titulaire pour approbation de GENAVIR. Le Titulaire adresse les plans, documents (mis à jour ou nouvellement fournis) à GENAVIR qui dispose de 15 jours calendaires pour les approuver ou faire des remarques. Ce délai pourra être étendu d'une durée de sept (7) jours sur demande auprès du Titulaire, qui accordera l'extension, sous réserve que l'extension sollicitée n'entraîne pas de retard dans l'exécution des travaux. Si l'extension sollicitée avait pour effet de retarder l'exécution des travaux, le Titulaire informerait du retard devant en découler afin que ce dernier, soit renonce à l'extension, soit réitère sa demande en acceptant que le retard associé ne donne pas lieu à pénalités dues par le Titulaire, soit sollicite une extension moindre avec un retard associé moindre qui ne donnerait pas lieu à indemnités dues par le Titulaire.

En cas d'absence de commentaire dans le délai de quinze (15) jours calendaires susvisé, le Titulaire doit être avertir par écrit de l'absence de réponse.

En cas de remarque(s), le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour répondre aux remarques qui lui ont été transmises.

Si le Titulaire ne répond pas dans le délai de quinze (15) jours calendaires, les commentaires des membres du groupement seront réputés admis par le Titulaire qui en tiendra compte, dans les limites du CCTP. Un nouveau délai sera alors convenu entre les Parties pour remettre le(s) plan(s) et document(s) modifié(s).

La liste finale des plans et documents doit être approuvés par Genavir, puis cette liste est notifiée au Titulaire. Cette liste doit inclure au minimum les plans définis au CCTP.

Les documents et plans sont prioritairement en français.

Tous les nouveaux plans sont numérotés selon le système de numérotation actuel des plans et documents existants.

8.3 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements du lieu d'exécution des prestations relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, du respect des obligations prévues par les conventions de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Pouvoir Adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 50 et suivants du CCAG Travaux.

8.4 Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

8.4.1 Conformité

Le Titulaire garantit la conformité des travaux réalisés aux règles internationales, aux règles du Bureau de Classification désigné et aux règles du pavillon français applicable au navire qui s'imposent aux Parties, conformément au CCTP.

8.4.2 Organisation et qualité de prestations

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système qualité répondant aux exigences de la dernière version de norme ISO 9001 ou équivalent. Les dispositions d'assurance qualité applicables au présent marché sont consignées par le titulaire dans la note décrivant l'organisation du titulaire en matière de garantie de la qualité des prestations effectuées dont il doit être en mesure d'apporter la preuve.

En outre, le titulaire du marché fait connaître au représentant GENAVIR son référent et les coordonnées de contact désigné pour l'exécution des prestations dans un délai de 8 (huit) jours après notification d'attribution.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

8.4.3

Suivi du marché

Les stipulations du C.C.A.G.-MI 2021 et du Code du Travail sont applicables.

9 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS - ASSURANCES

9.1 Constatation de l'exécution des prestations

La constatation de l'exécution des prestations se fera conformément aux dispositions des articles 32 à 35 du CCAG Marchés Industriels (CCAG MI) – 2021.

La livraison sera effective et conforme lorsque les bordereaux de livraison et de transport auront été visés et signés.

Toutes fournitures ou matériels défectueux (mauvais conditionnement, dégradations), périmés ou ne correspondant pas à la commande seront réexpédiés au fournisseur et remplacés par ce dernier à ses frais exclusifs sans que celui-ci ne puisse prétendre à aucun recours. Les fournitures de remplacement devront être livrées dans le même délai que le délai prévu initialement.

9.2 Prescriptions générales

Toutes les fournitures devront respecter et appliquer les normes et prescriptions françaises et européennes en vigueur et plus particulièrement les normes applicables en matière de santé des personnes et d'environnement.

9.3 Assurances

Le titulaire ainsi que les cotraitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers y compris Genavir, en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'attestation mentionnant l'étendue de cette garantie.

Le titulaire s'engage à fournir les attestations actualisées si nécessaire.

10 ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES EQUIPEMENTS

10.1 Essais et contrôles

Voir le Cahier des Clauses Techniques

10.2 Performances

Les performances à atteindre sont celles prévues au CCTP ou celles indiquées par les fournisseurs des matériels, des équipements, pour autant qu'elles ne soient pas inférieures à celles prévues au CCTP.

Si les performances ne sont pas atteintes, en particulier les performances acoustiques et vibratoires, le Titulaire sera tenu de procéder à ses frais aux corrections requises et aux éventuels nouveaux essais contradictoires pour atteindre les performances exigées.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

11 GARANTIE

11.1.1 Garantie technique

Conformément au CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le titulaire doit assurer une garantie pièces, main d'œuvre et déplacement (en France, façade méditerranéenne) d'une durée d'un an à compter de la date d'admission des équipements.

Une garantie supplémentaire de 1 an sera proposée au BPU. Celle-ci pourra être contractualiser au plus tard au moment de la validation de mise en service.

11.1.2 Garantie relative à la peinture

La garantie suivante s'applique en complément de l'article 36 du CCAG MI.

Outre les garanties légales, la peinture des équipements sont soumis à une garantie conventionnelle contre tout défaut (hors usure normale) d'une durée de trois (3) ans à partir de la date d'admission. En cas de réserve, le point de départ du délai de garantie est la date de levée de la réserve de la zone concernée.

La garantie conventionnelle couvre notamment et sans caractère limitatif tout vice de matière, de préparation des supports, de support ou d'application du fait du fabricant pourvu que ces défauts aient été découverts dans un délai de trois (3) ans après la date d'admission, ou de la date du procès-verbal de levée de réserve, et que ce défaut ait fait l'objet d'une notification au Titulaire.

12 ASSURANCES

12.1 Assurances

Le titulaire ainsi que les cotraitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers et le maître de l'ouvrage en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,

- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code Civil,

au moyen d'attestations mentionnant l'étendue des garanties.

Le titulaire s'engage à fournir les attestations actualisées si nécessaire.

13 RESILIATION

Les stipulations du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, sont applicables.

En cas de résiliation pour faute du titulaire prononcée en application de l'article 44 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée du marché. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

14 DROIT ET LANGUE

Le Contrat est régi par le droit français. En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Brest est compétent en la matière.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-15-2024 – Remplacement des 2 groupes électrogènes et du système de gestion de la production électrique associée sur le navire océanographique L'Europe

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 DÉROGATIONS

Le CCTP prévaut sur le CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces.

Dérogation à l'article 15.1 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 6.7.1.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 15.2 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 6.7.1.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 15.3 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 6.7.1.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 41 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 6.7.1.2 du CCAP.

Fin du CCAP